

Le Bouquet final

J'ai hésité un temps à titrer cette chronique *La cerise sur le gâteau*, placée en tête de la liste (la cerise que l'on picore en entrée), ou *Le bouquet final*, situé en fin de liste, en guise de conclusion aux *Chroniques de la décadence tranquille*. Finalement, j'ai opté pour la seconde solution, comme l'aboutissement d'une réflexion générale en matière de société — aboutissement toujours provisoire —, résumant la réalité telle qu'on la vit ou subit au fil de l'existence et de son déroulé ; une réalité qui heurte trop souvent le sens du réel, c'est-à-dire le bon sens paysan comme on disait jadis, ce bon sens concret, tangible, palpable, de ceux qui vivaient au sens propre les pieds sur terre, au contact direct de cet humus si dispensateur de vie et d'efflorescence, dont le nom même nous rappelle à la réalité et au dur apprentissage de l'humilité.

Les circonstances ne m'ont pas laissé le choix du contexte ; elles m'ont amené à cette ultime chronique qui ferme ainsi un cycle et y met un point final. Ce contexte va s'imposer de lui-même, servi par la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Paris 2024, coïncidant avec la mise en ligne définitive des *Chroniques*. Déjà, avant d'aller plus loin, je précise que je n'ai aucun intérêt pour les grandes messes sportives, en particulier pour les jeux olympiques. Il y a longtemps que je n'ai plus assisté à ce genre de manifestations sportives mondialisées, ne leur voyant aucun intérêt sportif, sinon de susciter tout au plus un futile chauvinisme national d'une durée de quelques jours (que je ne confond pas avec le véritable patriotisme), entraînant une débauche d'argent public pour un coût exorbitant. Il est vrai qu'ayant abandonné depuis des lustres la télévision, je n'ai de souvenirs, vus en famille dans leur intégralité, que les seuls JO de Montréal (1976) où s'illustra la petite gymnaste roumaine Nadia Comaneci. D'une façon générale, j'estime qu'à ces niveaux de compétition, de performances, d'attraction exhibitionniste très portées par l'argent, le sport de haut niveau devrait entrer dans la catégorie « spectacles » à caractère privé et non public. Le sport strictement amateur étant réservé à une pratique d'entretien physique ou d'activité personnelle.

S'agissant de l'ouverture des JO de Paris 2024, si le triste spectacle qui nous a été réservé n'était limité qu'au public français, il n'en aurait pas été question dans ces lignes, sinon d'une mention relevant les atteintes démonstratives habituelles à la décence et aux bonnes mœurs typiques du gauchisme woke ou arc-en-ciel. Mais voilà, par le canal de la télévision, par internet, il fut offert à quelques milliards de spectateurs à travers le monde. Et si ce spectacle, inattendu par sa bassesse crasse et sa vulgarité outrancière venant d'un pays comme la France, a pu choquer une bonne partie du public mondial, il a donné consistance à ce vieux dicton qui veut que chaque fois que le diable se manifeste, il porte pierre ; cela voulant dire que chaque fois qu'il agit par la seule chose qu'il sait répandre, le Mal, il se produit une réaction contraire allant dans le sens du Bien. C'est sous cet angle de vue que je vais poursuivre cette chronique.

N'ayant pas suivi à la télévision et dans son entier la cérémonie officielle, je me suis donc contenté des extraits vidéos paraissant en ligne sur la plateforme numérique *YouTube*. La première impression d'ensemble que j'ai eu de cette manifestation est son caractère POMPIER, qui me rappelle les fameuses fêtes républicaines de la Révolution française. Il n'y a rien qui ressort de cette sarabande du diable, de quelque chose qui pourrait se référer honnêtement à la civilisation française ; elle n'a que le vide intellectuel et moral de ses concepteurs à proposer, à faire valoir, le néant à exprimer, le tout reposant sur des interprétations ésotériques, de vagues allusions tronquées à la Révolution française, des emprunts fallacieux et pour le moins douteux au Nouveau Testament dirigés contre la religion catholique (rassurez-vous, pas contre le judaïsme ni l'islam !), et ajoutons quelques réminiscences à l'antiquité avec le culte de Dionysos,

le dieu des Bobos parisiens adeptes du gauchisme libéral-libertaire. Le tout s'enchaînant dans des postures scénographiques d'une obscénité débridée qui rendrait sympathique le spectacle et la puanteur soutenue des équarissages industriels de jadis, traitant des charognes d'animaux morts en élevage. Prenons quelques exemples.

1) La Révolution. À côté d'une scène montrant la Reine Marie-Antoinette décapitée et tenant entre ses mains sa tête à qui l'on fait chanter, dans le registre *metal* (*black, dark, trash, death*, au choix...) le « Ah ! ça ira... » (oh ! la subtilité !), on voit des jets de liquide rouge jaillir des fenêtres de la Conciergerie et dégager quelque chose qui ressemblerait à un nuage de sang giclant des fenêtres. C'était à la Conciergerie que se tenait le Tribunal révolutionnaire. On y logeait les futurs guillotins, des aristocrates partisans de l'Ancien Régime ou des gens ordinaires ennemis de la Révolution, prisonniers sur simples dénonciations. Et qui était le maître de céans de ce tribunal de malheur ? Le sinistre accusateur public et froid égorgeur Fouquier-Tinville, celui qui se vantait de faire tomber les têtes comme des ardoises, l'ancêtre vénéré de nombreux magistrats républicains d'aujourd'hui ; tout comme Robespierre, l'assassin psychopathe du peuple français et son équipe de tueurs en masses aussi malades et cinglés que lui sinon plus, est le modèle de nombreux avocats (et avocates !) de notre temps. On a les ancêtres que l'on mérite. Le sang que l'on voit jaillir de la Conciergerie est donc le sang des innocents condamnés par la Convention, soumis à la juridiction arbitraire et expéditive du Tribunal révolutionnaire, puis livrés à l'exterminateur Fouquier-Tinville. Lorsque celui-ci sentit le vent tourner, il fera guillotiner ceux-là mêmes au nom desquels il a fait condamner et guillotiner à tours de bras tant d'innocents, avant de passer à son tour par la sainte-guillotine (comme l'appelaient les révolutionnaires !).

Rappelons encore qu'en quatorze mois de Terreur, durant la dictature jacobine minoritaire à la Convention mais maître du Comité de salut public (Barrère, Vadier), Robespierre fit exécuter environ 17000 personnes, toutes conditions sociales confondues, y compris des femmes et des enfants, sur 60 à 80 % du territoire français, dont 3000 à Paris. Jugeant que les exécutions n'étaient pas assez rapides ni suffisantes, il envisagea avec Couthon un plan visant à éliminer les ennemis de la Révolution estimés au nombre de 200 à 300 000. Ce fut la Grande Terreur. À la veille de la chute de Robespierre qui interviendra quelques semaines plus tard (il tombe le 9 thermidor ; il est exécuté le lendemain, 10 thermidor, 28 juillet 1794 : un retournement de situation saisissant !), une guillotine expérimentale à quatre lunettes était en cours de construction.

2) Représentation blasphématoire de la sainte Cène, le dernier repas de Jésus, représentant des drag-queens incarnant dans des poses grossières, disons-le putassières, Jésus lui-même et les apôtres. Ce fameux repas où l'enfant de Nazareth, entouré de ses disciples, les réunit pour la dernière fois avant de connaître sa Passion ; il leur transmet ses dernières consignes, dont le rituel liturgique du pain et du vin qui deviendra, sous le nom d'Eucharistie, le cœur de la sainte messe commémorant son sacrifice. L'Eucharistie et la Sainte Trinité sont au centre du dogme de la foi catholique. Un tel débordement de médiocrité abjecte ne parvient même pas à atteindre son but : outrager les chrétiens, humilier le culte catholique ; à peine de quoi faire sourire quelques cyniques ignorant tout de l'histoire de leur propre pays. Cette représentation insane se laisse aller sans retenue à des comportements exhibitionnistes à tendance sexuelle, voire à des allusions pédocriminelles ; tel cet « apôtre » qui se penche vers une fillette, puis relève la tête en passant son index sur le cou en signe d'égorgeur (nous savons que l'égorgeur d'enfants dans les réseaux pédocriminels est un rituel d'intronisation suprême) ; ou ce Noir hissant la même fillette à sa hauteur et dansant lascivement avec elle en l'étreignant dans ses bras.

À propos de la Cène, l'Église catholique donne au sacrifice de Jésus-Christ une signification purement spirituelle portant sur l'idée de rédemption et de salut. Pourtant le sacrifice de Jésus s'inscrit dans l'environnement du paganisme antique faisant du sacrifice rituel une sacralisation de la mort offerte aux dieux païens vénérés ; des sacrifices d'animaux couvrant le plus souvent des sacrifices humains : c'est le Mal absolu commandé et voulu pour complaire aux dieux. Or Jésus signifie clairement que par son exemple, au-delà du sens qui lui est théologiquement attribué, les sacrifices, quels qu'ils soient, constituent des crimes. En se donnant à Dieu le Père par l'oblation de sa Personne, il interdit de fait aux chrétiens ces pratiques barbares sacrilèges, très ancrées dans les mœurs antiques sous le nom de paganisme ; il incarnera, Lui, le dernier sacrifice, faisant volontairement don de sa vie, et ce sera pour le salut de l'humanité. L'Église désigne le Mal et en fait un péché, mais ne l'explique pas pour ne pas susciter son émergence dans les esprits mal tournés. Nous verrons le sens qu'il prend dans le satanisme.

3) Le Veau d'or est une idole du satanisme dans la Bible (le plus souvent représenté à l'imitation du taureau Apis) ; il incarne le pouvoir de la richesse et de l'argent. Pour l'Église catholique, il représente les trois concupiscences : richesse, sexe, pouvoir, réplique antinomique des vœux religieux : pauvreté, chasteté, obéissance. Dans l'exemple qui nous concerne, on constatera que la tête du taureau trône à côté des anneaux olympiques dominant une salle de spectacle. Qui osera dire que la présence symbolique de cette représentation de l'idole satanique, exposée à touche-touche avec l'emblème olympique, est un effet du hasard ?

4) La devise républicaine. Je ne l'ai pas relevée dans les extraits, mais elle serait apparue rectifiée de la façon suivante : Liberté, Égalité, Sororité... Sororité ! Ils nous est clairement signifié qu'à l'avenir ce n'est plus le patriarcat qui dominera la société : il faudra compter avec le matriarcat. Quand on connaît le niveau général de sottise, d'impuissance, de névrose, d'hystérie, caractéristique des milieux féministes, si le phénomène du pouvoir n'est déjà vraiment pas une réussite chez les hommes, imaginez ce qu'il serait chez les femmes livrées à elles-mêmes ! D'autant que, réduites à leurs propres personnes, elles ne représentent rien hors du contexte masculin ; et entre les mains de ceux qui les manipulent, elles ne seront jamais que des marionnettes ou poupées de chiffon soumises à la volonté masculine la plus dominatrice, la plus perverse, et sans personne pour les défendre ; même avec les meilleures intentions du monde et toute la meilleure volonté dont elles sont capables — et Dieu sait qu'elles en ont de la volonté, les femmes ! — elles n'auront jamais le pouvoir. Et je trouve démentiel pour ne pas dire criminel de les laisser s'illusionner ! C'est dire le niveau d'imbécillité des concepteurs de cette cérémonie démoniaque, leur degré d'absolue perversion ; et je n'ai donné que quelques aperçus.

*

Mais justement, qui sont-ils ces concepteurs ? D'où viennent-ils ? Mis en avant publiquement on nous les présente comme les réalisateurs, à gros moyens et gros budget, de cet attentat contre la dignité humaine. J'en retiendrai trois : l'historien-sic Patrick Boucheron dit le « pourfendeur du roman national », professeur au Collège de France, le « superviseur » historique. Rappelons que l'idée de « Roman National » est une pure invention de la République ; il ne vient ni de l'extrême droite, ni des royalistes. Damien Gabriac pour le récit, le scénario ou le narratif ; Thomas Jolly, metteur en scène (les deux derniers, semble-t-il, liés au très Bobo-gauchiste Festival d'Avignon), et deux, trois, femmes écrivaines, présentées comme faisant partie de l'équipe. Un groupe ne cachant pas son orientation à gauche voire à l'ultra-gauche, appartenant à cette catégorie d'intellectuels qu'on appelle des « cultureux », signifiant qu'il vivent plus de subventions publiques que de leur propre talent autant inconnu qu'insignifiant.

Patrick Boucheron, le poids lourd de l'équipe, est connu, lui, pour avoir été directeur éditorial d'un livre collectif intitulé *Histoire mondiale de la France*, qui aurait pu aussi bien s'intituler, conformément à ses vues, « *La France mondialisée* », et qu'Éric Zemmour, encore chroniqueur au *Figaro*, traduit : « *Dissoudre la France en 800 pages* ». L'historien est contre toutes les formes d'enracinement identitaire ; il préconise le métissage, le vivre-ensemble. Quant à la cérémonie d'ouverture des JO, il précise : « *Le défilé déjouait les stéréotypes nationaux et ne craignait pas de prôner le métissage planétaire avec un optimisme que nous avons aujourd'hui perdu* », rapporte le même *Figaro* ; il affirme en outre que Paris 2024 sera l'inverse de la cérémonie des Jeux de Pékin en 2008, qui était « *une ode à la grandeur et une manifestation de force* » ; il va même jusqu'à présenter cette cérémonie d'ouverture comme un anti-Puy du Fou : l'ouverture des JO sera le « *contraire d'une histoire virile, héroïsée* ». Bref, on l'a bien compris, les Français doivent devenir en urgence un peuple dévirilisé, un résidu d'humanité réduit à l'état de fiottes castrées et esclavagisées, diluées anonymement dans le maelstrom du Nouvel Ordre Mondial. Et ces gens se prélassent au sein de la fonction publique depuis la naissance, disons depuis la maternelle, sur l'argent que leur garantit le peuple français, peuple historique sur lequel ils n'ont que les crachats de leur haine bilieuse à lui retourner, alors même qu'en dépit de leurs diplômes, de leur notoriété, ils n'ont jamais pris la moindre responsabilité dans la vie, ni pris le moindre risque de s'aventurer hors de l'*Alma mater*, et de la douillette protection sécuritaire que leur octroie à vie l'État-providence républicain.

*

Dans le déroulé de la cérémonie et l'enchaînement successif des différents tableaux scéniques, même vus de façon partielle et aléatoire, il m'a semblé détecter dans l'ensemble des références symboliques glanées ici et là, un cohérence globale qui ne saurait provenir de ses créateurs officiels, mais d'une volonté supérieure d'imposer sa haine du christianisme et son acharnement à détruire la civilisation française, et partant l'Occident tout entier, par l'intermédiaire des puissances sataniques qui dominent le monde. Le message est on ne peut plus clair. Et c'est là qu'intervient un obscur personnage de malheur, l'inévitable, l'incontournable, l'in-submersible Jacques Attali, avec sa tête de vieux hibou déplumé à hanter les synagogues la nuit et les plateaux de télévision le jour, lui et son alter ego et coreligionnaire Bernard-Henri Lévy ; quand il met son grain de sel quelque part, il ne faut jamais le négliger ; il y a toujours dans les discours de cet incorrigible charlatan, affabulateur, disert, au phraser insupportable, un signe qui en dit plus que tout le pathos qui l'entoure : il annonce ce qui va arriver.

L'opinion publique se demande toujours comment ce personnage, d'une personnalité somme toute insignifiante, blafarde, totalement dépourvue de charisme, a pu, durant plus de quarante ans et encore aujourd'hui, être le conseiller politique personnel ou rapproché de quatre Présidents de la République, savoir Mitterrand, Sarkozy, Hollande, Macron et peut-être Chirac. Cela reste encore un mystère. N'oublions pas qu'il a fait élire le jeune foutriquet Macron ; il s'en vante tout joyeux comme d'un trophée gagné à la fête foraine : « *Emmanuel Macron ? C'est moi qui l'ai repéré ; c'est même moi qui l'ai inventé* ». Tu parles d'une invention ! Cela explique certainement beaucoup de choses qui se passent en France aujourd'hui, et qui ne sont pas bonnes, mais pas bonnes du tout pour notre pays : pas besoin de faire un dessin.

Mais qu'a-t-il donc de si important à nous dire le papy Mougeot de l'économie, futurologue et diseur de bonne aventure, à propos de Paris 2024 ? On sent bien qu'il ne lui était pas possible de se retenir ; il fallait qu'il nous le ramène son grain de sel en dévoilant sans fard le vrai fond de l'affaire. Écoutons plutôt ce qu'il a nous dire :

« ... *Ce qu'on retiendra aussi je pense [de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques], c'est l'ensemble des **transgressions** de toute nature qu'on y a vues. Et dans dix ans, soit ces **transgressions** seront devenues naturelles et banales, et elle ne choqueront plus personnes ; soit au contraire ces **transgressions** seront ressenties comme la mesure de ce que 2024 était un moment de décadence, et qu'il fallait revenir en arrière. Nous verrons dans dix ans si la **transgression** est devenue ouverture vers la liberté ou, au contraire, si 2024 aura été un point d'inflexion vers un retour obscurantiste, nostalgique, qui aura marqué la fin d'une époque de liberté.* »

Ce qu'on note d'emblée dans ce poulet prophétique, c'est la répétition, quatre fois, en quelques lignes du mot TRANSGRESSION, répétition obsessionnelle quasi mystique. Et là encore, ce n'est pas un effet du hasard. C'est le leitmotiv incantatoire propre au satanisme qui se manifeste par la pratique de certains cultes dirigés contre l'Église catholique et les monarchies européennes, dont la franc-maçonnerie, le frankisme, l'illuminisme, et autres sectes ésotériques souvent judaïsantes ; elles se présentent comme des contre religions, appelées aussi sexo-religions visant à la destruction de l'ordre occidental chrétien par la domination du Mal comme seule Vérité contre le Bien christologique, et au triomphe du satanisme. Quelles que soient les formes qu'il prend, le satanisme se manifeste systématiquement par l'inversion des valeurs (antinomisme : "contraire à la loi, à la règle" ; le mensonge est la vérité, le péché devient gloire et normalité ; Dieu ne sauvera le monde que si celui-ci atteint les profondeurs du Mal à l'état pur, etc.), la pratique des transgressions morales et sexuelles ultimes, le retour des crimes rituels, suivis des banquets de chair humaine devant libérer l'homme de tous les tabous, de tous les interdits, de tous les scrupules de conscience et autres préventions morales ; la pratique de ce culte inversé, tourné contre Dieu, doit être le signe d'une force mentale surhumaine, d'une main ferme qui ne tremble pas, assortie d'un sentiment de toute puissance et de pouvoir absolu. C'est le retour du paganisme antique tant combattu par Jésus et ses disciples de tous temps. C'est aussi la religion du Nouvel Ordre Mondial contrôlé par le Sanhédrin, auquel aspire M. Attali. Tel est le sens donné à la cérémonie d'ouverture de Paris 2024. En conclusion de son pensum, M. Attali reste optimiste ; il pense que dans les dix ans à venir, la France aura « transgressé ».

Une petite anecdote, pour rappeler l'enflure du personnage qui voulait euthanasier les français atteignant l'âge limite de soixante-cinq ans. La journaliste de télévision, bavant d'obséquiosité devant le très modeste Jacques Attali, un des mamamouchis du Sanhédrin français à l'ego aussi surdimensionné que son coreligionnaire le mamamouchi Bernard-Henri Lévy, présente l'intéressé ainsi : *Je n'ai plus vraiment besoin de vous présenter, mais quand même j'ai listé l'ensemble de vos fonctions, et on peut y passer quand même, peut-être les vingt minutes : vous êtes économiste, ancien président de la BERD [banque qu'il a coulée], conseiller des Présidents, sherpa de Mitterrand naturellement, mentor d'Emmanuel Macron, mais aussi romancier, metteur en scène, futurologue, passionné de science-fiction, 87 livres à votre actif, mais aussi des chansons pour Barbara... Je m'arrête là, mais peut-être vous voulez vous-même rajouter une fonction ou je les ai toutes dites ?* Réponse du sieur Attali : *Non, vous avez oublié chef d'orchestre...* Non, non, il en manque, mais je retiendrai la dernière et principale : Grand prophète abrahamique.

*

Maintenant, se pose la question de savoir comment la France, qui laisse à l'abandon une civilisation aussi brillante que la sienne (une civilisation de celles qui n'ont pas le label mosaïque, état de réalité qui chagrine tant M. Attali et nombre de ses coreligionnaires), a pu

sombrier en seulement quelques dizaines d'années, et tomber dans une telle déliquescence intellectuelle, spirituelle, morale, pour lui substituer l'obscénité désinvolte, l'ignominie provocatrice (oui, car pour se justifier ils invoquent comme argument l'humour, la dérision : l'humour de gauche qui ne fait rire personne, on connaît !), pour tout dire, une haine ordurière de tout ce qui de près ou de loin est français, au point qu'elle en est arrivée à ne plus pouvoir à exposer d'elle-même que les plaies suppurantes de sa propre déchéance civilisationnelle, et entraîner dans son plus profond déclin historique l'Occident chrétien tout entier.

Le mal vient de loin, et je vais encore me servir d'un événement récent pour soutenir ma cause. Je reprends les propos publics de madame Harmonie Comyn, l'épouse d'un gendarme tué, pardon, assassiné — une vidéosurveillance montre qu'il y avait clairement intention de tuer —, par un chauffard étranger extra-européen sous le coup d'un refus d'obtempérer, sans permis de conduire, et de surcroît délinquant multirécidiviste sous OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français). Lors d'un hommage national devant les pairs du défunt, l'épouse tint des propos très forts ayant impressionné. Entre autres elle répéta deux fois ceci : « *1981 n'aurait jamais dû exister* » ; elle ajouta : « *Je l'affirme haut et fort, la France a tué mon mari* » (...) *Par son insuffisance, son laxisme et son excès de tolérance, la France a tué mon mari.* »

Quelques remarques. En recherchant les propos de cette veuve éplorée, mère de deux orphelins, j'ai constaté que la presse de gauche avait caviardé l'expression « *son excès de tolérance* » (de la France) : toujours l'hypocrisie gauchiste ! Quand elle affirme que la France a tué son mari, je me sens obligé de préciser respectueusement à Madame que ce n'est pas la France qui l'a tué ; c'est la République ! Il ne faut pas confondre France et République, on ne parle pas du tout de la même chose ; la France subit l'abjection et le déshonneur des forces politiques insanes de cette République en fin de vie, dont le pronostic vital est engagé du côté de sa mort institutionnelle inéluctable. La France, c'est-à-dire les Français, ne sont pour rien, n'ont rien à voir (sauf, en leur conscience, les électeurs du système) dans le malheur de cette dame et de sa famille, comme c'est le cas pour tant de nos compatriotes abusés par cette infâme République !

Retenons cette expression de madame Comyn : « *1981 n'aurait jamais dû exister* ». La presse dans son ensemble n'y a vu que la loi Badinter abolissant la peine de mort ; mais 1981, c'est aussi l'arrivée en fanfare, que dis-je, le triomphe, même de peu mais triomphe quand même, de la coalition socialo-communiste avec l'élection du socialiste François Mitterrand — les socialo-communistes, ces grands amis du Cartel des banques et des oligarchies mondialistes ! J'ai déjà évoqué l'état de liesse générale virant à l'hystérie collective qui s'ensuivit dans les rues de Limoges où je résidais alors, dès l'annonce des résultats, spectacle de rues confondants de niaiserie infantile qui dura toute une nuit. Comme osa le dire sans vergogne le fétide et spumeux Jack Lang, la France venait de passer de « l'ombre à la lumière » ! Autrement dit, si l'on en croit la logique inversée de ces adeptes du Diable, la France venait de passer d'une lumière vacillante à bien des égards mais avec tout de même quelques lumineuses clartés, dans l'obscurantisme le plus extrême de la société socialo-communiste qui allait lui faire toucher l'Enfer.

Ici, je ne résiste pas à citer une petite anecdote révélant l'état d'esprit qui régnait lors de l'arrivée au pouvoir de la coalition mitterrandienne. Quelques semaines après l'élection du nouveau Président de la République, la municipalité socialiste de Limoges prit une décision capitale : supprimer la grille du square central Jourdan. Rappelons que les squares désignent des espaces verts en ville, protégés par des grilles à hauteur de main, parfois ornés de ferronneries joliment ouvragées, auxquels on accède par des portillons à gravité ; lesquels avaient été déjà déposés par la municipalité pour cause de circulation piétonne. Admettons. Pour le reste, motif

invoqué quant à ce vandalisme municipal ? C'est à ne pas y croire : « *Pas de barrières entre les hommes !* » Le leitmotiv à la mode ! Le soubassement en pierre de taille existe toujours. Et voilà comment une innocente grille de jardin public, désignée symbole du refus de l'Autre et du replis sur soi, fut victime de l'idéologie et sacrifiée sur l'autel de la bêtise humaine. Le phénomène s'est propagé sur tout le territoire.

*

Revenons à madame Comyn, la veuve du gendarme tué dont il a été question plus haut, et son « *1981 n'aurait jamais dû exister* » qui a marqué les esprits. Non seulement je trouve cette expression tout à fait judicieuse et pertinente, mais elle peut être reprise à l'infini pour désigner des dates qui n'auraient jamais dû exister ; et elles ne manquent pas ! Par exemple 1789 n'aurait jamais dû exister ; 1945, 1968, que nous allons examiner n'auraient jamais dû exister ; voire des dates intermédiaires à celles-ci qui n'auraient jamais dû exister elles aussi, à commencer par les deux Grandes Guerres de 14 /18 et 39/45.

1945. C'est la fin de la guerre franco-allemande de 39-45. Entre le CNR (Conseil national de la Résistance) et le premier gouvernement de la IV^e République, se glisse le GPRF (Gouvernement provisoire de la République Française) qui aura une fonction constituante ayant pour but d'assurer la continuité républicaine après le gouvernement de Vichy. Le général de Gaulle est nommé chef de ce Gouvernement provisoire. Un référendum propose de choisir entre poursuivre la Troisième République ou mettre en œuvre une nouvelle législature ; les électeurs optent à 96 % pour la seconde proposition. Dans la foulée, suivent des élections législatives. Les électeurs envoient à l'Assemblée nationale un parti Communiste tout auréolé de sa participation à la « Résistance » et sa lutte contre le régime de Vichy, en oubliant sa participation au Pacte germano-soviétique, les massacres commis par les FTP, entre autres, l'épuration sauvage qui s'ensuivra... Avec 27 % des voix, celui-ci devient parti politique dominant, suivi de la SFIO (socialiste) 24 % des voix, et du Parti Radical 12 % des voix ; la gauche cumule un total de 63 % des voix. L'opposition est dominée par un parti dit démocrate-chrétien (MRP) qui représente la droite républicaine, que l'on qualifiera — de toujours et quels que soient ses noms successifs — de « droite molle » ; c'est d'ailleurs ce qui me fera dire et répéter jusqu'à plus soif qu'il n'y a jamais eu de droite en République ; cette « droite » républicaine purement artificieuse n'aura jamais été qu'un ramassis d'idiots utiles, voire dangereusement inutiles à leur pays. Je précise que dans « démocrate-chrétien », chrétien est de trop.

Ce n'est pas fini. Les résultats des législatives étant ce qu'ils sont, de Gaulle est obligé d'introduire dans son gouvernement des députés communistes : ils seront cinq, dont le chef du Parti communiste d'alors, Maurice Thorez. Ces derniers ne sont pas satisfaits de leur représentation parlementaire, tandis que le Parti socialiste fait valoir ses exigences et que l'élaboration de la nouvelle Constitution se révèle difficile. De Gaulle comprend vite qu'il se trouve devant un mur de gauche infranchissable et qu'il n'aura jamais les mains libres. Il démissionne après deux mois de fonction. Les Français le retrouveront une douzaine d'années plus tard, en janvier 1959. Dans le gouvernement Gouin suivant, les communistes seront huit, dont deux sous-secrétaires d'État ; Maurice Thorez, déjà ministre d'État, est nommé Vice-président du Conseil. Sous le Gouvernement Bidault, ils passent à dix dont quatre sous-secrétaires d'État. Les communistes sont aux portes du pouvoir en France. Sous la première législature de la IV^e République qui succède au GPRF, Président Vincent Auriol, ils seront exclus des instances gouvernementales par Paul Ramadier, le chef du Gouvernement. Forts de leur puissance politique du moment et cédant à la tentation de renverser le pouvoir légitime pour instaurer une république stalinienne

par CGT interposée, ils provoquent des grèves insurrectionnelles dans le Nord de la France très industrialisé, tandis que des terrains clandestins sont aménagés en province pour recevoir les troupes aéroportées soviétiques. Bien entendu ce sera un flop que l'on couvrira par la suite d'un pudique silence pour oublier.

Le décor étant planté, il convient maintenant de parler du dénommé Maurice Thorez et des conséquences pour la France de son passage aux plus hautes fonctions gouvernementales, au titre de ministre de la fonction publique, ministre d'État, Vice-président du Conseil. Voilà comment le traître Thorez, déserteur et saboteur de l'armée française, sera récompensé après avoir été amnistié par de Gaulle, à son retour d'URSS. De Gaulle était un militaire, pas un politique. Il craignait les communistes, il en avait même peur ; son attitude en 1968 face à la chienlit estudiantine et à un climat insurrectionnel largement entretenu par les communistes encore tout puissants, il disparaît durant une journée. Il aurait rencontré le Général Massu, commandant en chef des Forces françaises stationnées en Allemagne, afin d'obtenir sa fidélité en cas d'intervention de l'Armée pour rétablir l'ordre. Les républicains dits de « droite » n'ont jamais su combattre politiquement ni le Parti communiste, ni le Parti socialiste.

Je ne reviendrai pas sur le personnage Thorez déjà évoqué dans d'autres Chroniques. Nous retiendrons qu'il fut durant trente-six ans le chef charismatique du PCF ; les adeptes du communisme le surnommaient affectueusement le « Fils du Peuple » (fils de la populace gauchiste, certes ! Fils du peuple, non !). Devenu ministre de la Fonction publique — et ce n'est pas par hasard ! — c'est lui qui va s'attacher à la réforme du régime de la fonction publique et mettre en œuvre le statut général des fonctionnaires, dit statut Thorez ; statut lui-même réformé (étendu à la fonction publique territoriale) en 1982 sous Mitterrand, par un autre ministre communiste du nom d'Anicet Le Pors.

Faut-il s'étonner que pas un seul élu républicain n'ait encore compris qu'en mettant les communistes à la tête de la fonction publique on faisait entrer le loup dans la bergerie ? Et que quatre-vingts ans plus tard, la fonction publique se révèle être une monstruosité au sein de l'État français ? Un État dans l'État ? En fait, la République elle-même. Une République qui n'existe que pour soi, qui s'autogénère, se nourrit et croît de tout ce qui l'entoure jusqu'à vider la société civile de sa substance ? J'ai déjà comparé la fonction publique française, de fait, l'État républicain lui-même, à un blob, cette matière molle, visqueuse, qui grossit indéfiniment en absorbant et dévorant tout être vivant qu'elle recouvre de sa masse. Quand tous les citoyens d'un pays sont devenus fonctionnaires, il n'y a plus rien à manger. Nous sommes dans un pays communiste. L'État français est devenu un État crypto-communiste et les Français ne le savent pas, ne le voient pas ! Il ne reste plus que la société civile à emprisonner dans le néocommunisme qui s'annonce avec l'instauration programmée du Nouvel Ordre Mondial.

1968. Jusqu'à cette date, la politique s'est développée sur le plan des idéologies. Le marxisme est, avec le libéralisme, pratiquement l'idéologie de référence sur toute la planète. Cet amour prolétarien du monde ouvrier est un super fantasme bourgeois, de ceux qui ne travaillent pas de leur mains, bien sûr, refusant pour des motifs pas toujours honorables dont ils ne se vantent guère, par peur de prendre des risques dans la vie et d'engager leur responsabilité personnelle ; ce sont en fait des gens qui attendent tout de l'État-providence, d'assurer leur protection et de prendre en charge les impédiments de la vie de leur naissance à la mort. Nous sommes toujours dans la lancée des Trente Glorieuses. Ce que les édiles de la République ne voient pas, pardon, ne veulent pas voir, c'est le vent de contestation qui s'annonce dans les universités (Nanterre), se propage, s'étend, et va secouer la société française dans son entier. Les jeunes

étudiants gauchistes, en totale roue libre, rejettent le communisme des veilles barbes staliennes, et promeuvent le communisme révolutionnaire à travers des organisations se référant au marxisme-léninisme, au maoïsme voire au trotskisme. Cette contestation va très vite se transformer en chienlit estudiantine et se conjuguer avec la grève générale qui paralysera la France durant un mois. Le communisme ouvrier, encore puissant grâce à la CGT, la courroie de transmission du Parti communiste, s'impose sur le terrain, malgré l'amorce d'un déclin qui s'annonce inéluctable ; aucun secteur de la société n'échappera à cette secousse anthropologique préfigurant déjà ce que sera le visage de la France et de l'Europe dans les décennies à venir ; même l'Église catholique fait son « *aggiornamento* » avec le concile Vatican II ; elle poussera les remises en questions doctrinales et apostoliques jusqu'à vider les églises de ses fidèles.

Le journaliste et écrivain Patrick Rotman, qui fut lui-même un activiste des Jeunesses communistes révolutionnaires (trotskisme), résume en quelques lignes l'état d'esprit général du mouvement soixante-huitard : « *Dans le mouvement de Mai 68 se mêlent une aspiration démocratique et un vertige messianique [satanique], une volonté libertaire et des comportements totalitaires, une incroyable modernité et un affligeant archaïsme, le besoin d'une générosité collective et l'affirmation d'un individualisme exacerbé...* ». Or les deux slogans qui dominent sur la durée des événements illustrent parfaitement cette affirmation et resteront comme des mots d'ordre providentiels : « *Il est interdit d'interdire* » (totalitarisme) et l'impératif « *Jouissons sans entraves* » (libertarisme) ; la révolution sexuelle allant de pair avec les révolutions parallèles culturelle et anthropologique, celle-ci intervenant plus tard), qu'il ne faut pas restreindre aux seuls comportements sexuels, mais voir comme un cadre de vie plus général de permissivité absolue où l'on s'octroie, sans la moindre réticence, tout ce qui peut satisfaire, à travers la recherche du bien-être matériel, l'individualisme hédoniste le plus égocentrique ; on sait comment ces deux slogans ont détruit des familles entières, qui en ont fait une philosophie de la vie ; l'état d'esprit soixante-huitard est encore confirmé par ce troisième slogan : « *La liberté est un crime qui contient tous les crimes. C'est notre arme absolue.* », slogan rejoignant dans le même esprit la célèbre formule de Saint-Just : « *Pas de liberté pour les ennemis de la liberté.* » ; autrement dit, et il importe de comprendre ces deux citations de la façon la plus simple, la plus expéditive : si tu ne penses pas ce que je pense Moi, tu es un homme mort ! C'est exactement ce qu'il s'est passé dans les faits, en 1793.

Dès lors, vont tomber des nuées et circuler des mouvements de pensées « révolutionnaires » qui vont traverser les universités et globalement imprégner la société dans les décennies suivantes ; on peut les résumer à trois grands courants avec le sartrisme (*Tout anticommuniste est un 'chien'*) : le freudo-marxisme (union de la psychanalyse et du marxisme : traiter les névroses par la dictature du prolétariat) ; l'antipsychiatrie (l'homme naît normal, sain d'esprit, c'est la société qui le rend malade ; pendant du fameux slogan rousseauiste : l'homme naît bon, c'est la société qui le corrompt ; oui, mais qu'est-ce qui corrompt la société et la rend malade ?) ; enfin le déconstructivisme, dans sa forme anthropologique, pouvant s'assimiler à une sorte de vision suicidaire de la société par la déconstruction du réel.

Arrive le démission du Général de Gaulle en avril 1969, suite à l'échec du référendum portant sur la réforme du Sénat et la création des régions. Quels que soient les (très) graves reproches que l'on peut faire à ce dernier, la France est dès lors partie pour une suite de sept Présidents de la République, plus calamiteux les uns que les autres, qui se succéderont dans les cinquante années à venir, et engageront le pays au plus profond de la décadence intellectuelle, spirituelle, morale, y compris sociale et économique, que peut connaître un pays hautement

civilisé ; citons ces chefs d'État républicains — je précise bien des chefs d'État (des fonctionnaires comme les autres), non des Chefs de la nation qu'ils ne sont en aucune manière : Pompidou, Giscard dit d'Estaing, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande, Macron. Chacun de ces politiciens technocrates apportera son coup de pioche à la destruction historique de son propre pays à grands coups d'idéologies mortifères, les trois derniers agissant comme des croque-morts ayant planté les derniers clous sur le cercueil de la France.

J'ai déjà affirmé, par ailleurs, que ces sept chefs d'État ont tué la France ; tombant sous le coup de l'accusation de haute trahison, ils relèvent tous, à titre posthume ou anthume, d'une Haute Cour de Justice militaire ou civile. Rappelons, pêle-mêle, quelques-unes des graves décisions qu'ils ont prises au fil du temps : le transfert de la souveraineté monétaire de la France sur le marché de la Haute-finance internationale, cosmopolite et apatride (endettement vertigineux) ; le traité de Maastricht (1992) fondateur de l'Union Totalitaire Européenne (il ne s'agit là, non de l'union des peuples européens, mais de l'union des États, c'est-à-dire un mastodonte monstrueux créé pour asservir les peuples européens ; ceux-ci ne sont là que pour subventionner, c'est-à-dire payer de leurs impôts leur propre suicide anthropologique) ; les nombreuses lois et décrets liberticides sous le nom de lois dites « antiracistes », qui de fait sont des lois antifrancaises ; la suppression des frontières nationales (Espace Schengen : 1995) ; l'organisation du phénomène d'immigration massive de substitution ou de remplacement par la transplantation continue et non contrôlée sur le territoire français de populations extra-européennes ; le développement démentiel d'une fonction publique hors contrôle, superfétatoire et parasite, le but étant de faire de chaque citoyen un fonctionnaire dont on achète le vote (démocratique !) en échange des privilèges qui lui sont accordés (les fonctionnaires, c'est l'État, mais dans le cas français un État devenu un mammoth techno-bureaucratique qui étouffe la société civile et tue la nation) ; chacune de ces décisions a entraîné des bouleversements profonds (effondrement de la natalité autochtone et menace de disparition de la population française d'origine par substitution migratoire et nataliste, explosion de l'insécurité générale, affaissement de la moralité publique, abaissement drastique du niveau culturel moyen, déferlement sans limites et banalisation de la vulgarité comme moyen d'expression culturelle ; bassesse mentale et exhibitionnisme provocateur, etc.), avec risque d'entraîner la disparition pure et simple de la France en tant que peuple et nation, ainsi que l'effacement de 1500 ans d'histoire sublissime au profit d'un système politique fondamentalement totalitaire, s'inscrivant par ses nombreuses dérives sociétales dans la mise en œuvre du Nouvel Ordre Mondial.

Il est un phénomène, au surplus, que la plupart de mes compatriotes français n'ont pas ou ne semblent pas avoir vu arriver, et dont ils n'ont pas une conscience claire ; c'est le climat de haine antifrancaise qui va se déborder et imprégner la société française à partir de l'ère Pompidou, plus précisément dans le foulée de la première loi antiraciste dite Pleven du 1^{er} juillet 1972. Quand on dit « loi antiraciste », il faut comprendre « loi antifrancaise » (il est important de bien se mettre en tête cette inversion sémantique de portée anthropologique assumée, pour comprendre les années qui vont suivre) ; c'est-à-dire vomir publiquement à longueur de livres ou d'articles de presse sa haine de tout ce qui de près ou de loin est typiquement français, culpabiliser à outrance la population autochtone, et faire taire les Français qui osent s'affirmer Français de souche en les menaçant des affres de la Justice. Cette haine va prendre source dans la publication de livres universitaires dont les auteurs sont le plus souvent d'origine juive ou étrangère (une façon de dire merci au pays qui a ouvert ses portes et accueilli leurs parents), des ouvrages clairement positionnés dans ce courant dont on trouvera quelques extraits significatifs dans mon livre *L'antirépublique-2* ; une haine incoercible de nature pathologique qui diffusera,

d'abord et comme toujours, dans les universités, dans la presse de gauche, puis à l'école, finissant par toucher l'esprit public, là encore largement dominé voire surdominé par la gauche. On préparait ainsi mentalement, insensiblement, insidieusement, et selon la technique du fait accompli, les français à accepter l'invasion migratoire visant à opérer une substitution de fait de la population française par des populations venues du monde entier, ce qu'on a appelé le Grand Remplacement qui allait submerger la France jusqu'à nos jours.

*

2024. Encore une date qui n'aurait jamais dû exister. D'abord le mari de madame Comyn et tant d'autres avec lui, hommes et femmes, n'auraient pas été assassinés par des sauvages. Ensuite, entre 1945 et 2024, il s'est passé 80 ans que l'on peut partager en deux cycles plus ou moins extensifs : les Trente Glorieuses, pas toujours très glorieuses ; les Trente Honteuses, années carrément honteuses. Pourquoi honteuses ? Parce que c'est là où l'on voit que la France a vraiment touché le fond de l'abîme. Je ne vais pas rappeler le déroulé de ces deux cycles très nettement marqués par leur point de départ : 1945 et 1968 ; car les résumer sommairement demanderait la dizaine de pages de cette chronique. J'en ai donné des aperçus ici ou là au long des *Chroniques*, mais aussi dans les livres et documents politiques divers, qui montrent l'orientation civilisationnelle qu'a prise la France, par contagion de l'*American way of life* — merci le plan Marshall (1948), dont la France se serait bien passée ! —, en s'engageant dans une nouvelle ère de bonheur matérialiste qu'on appellera la société de consommation.

Les promesses de ce matérialisme consumériste à l'état pur ont égaré les esprits et rendu les gens aveugles. Dans le même mouvement, la montée irrésistible des idéologies et leur multiplicité va brouiller bien davantage les esprits ; et le peuple français, tout occupé à satisfaire sa recherche du « bien-être » consommable ne va rien voir venir. Non, les Français n'ont pas vu ou n'ont pas voulu voir l'infiltration et la prise de contrôle de l'État républicain par les cohortes socialo-communistes qui s'est opérée durant ces quatre-vingts années ; quels que soient les domaines de société concernés, ils ont infusé leurs idéologies insanes à tous les niveaux, à tous les étages, dans tous les compartiments ; ils ont pris le contrôle politico-idéologique de toutes les institutions de la République. Je dis bien TOUTES ! Le gauchisme est aujourd'hui partout ; il tient ferme la barre et domine sans partage. Même le secteur privé et marchand (ceux qui payent) est touché par ce cancer sociétal ; et, à m'en tenir aux échos qui me reviennent, il est très gravement atteint, en étendue comme en profondeur ; aujourd'hui, si je retournais en entreprise, 40 ans après, je ne me reconnaîtrais plus ; je crois que je prendrais la fuite en courant et reviendrais à la terre de mes ancêtres pour la cultiver, avec dans ma tête leur souvenir ému.

Les dernières idéologies, donc les utopies et les derniers mensonges à la mode, le lgbtisme, le transgenrisme et autres théories du genre, font des ravages chez les faibles d'esprit ; connues comme des dérives pathologiques de l'esprit humain, elles ne sont que l'aboutissement logique de l'avachissement intellectuel et moral de la France soumise à la domination dégénérative quasi totalitaire du socialo-communisme, positionné comme je l'ai dit à tous les étages de la société. L'État républicain français et son armée de fonctionnaires sont essentiellement, fondamentalement, de gauche ; ils se révèlent aujourd'hui encore plus dangereux que la menace de submersion migratoire que subit le pays. Qu'on le veuille ou non, qu'on tourne le problème dans tous les sens, l'État français, en régime républicain, est ouvertement et objectivement un État crypto communiste qui n'hésite plus à se montrer à visage découvert. Le peuple français est devenu inerte, sans réactions, face à sa propre déchéance ; la nation française fière de son

passé de 1500 ans, s'étiole, tombe en déliquescence ; les Français, par peur de constater les dégâts ou les subir, préfèrent mettre la tête dans le sable, consommer, faire la fête, et oublier.

Les circonstances faisant parfois bien les choses, c'est encore au moment même où je rédige ces lignes que survient le procès (en cours) de l'affaire Pélicot, ce pervers qui a offert sa femme sous sédatation au viol de plus de 80 hommes (soumission chimique), dont une cinquantaine ont été arrêtés par la police. Je prends ce procès très médiatisé comme une réponse claire quoique dramatique au scandale de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris 2024, intervenu deux mois auparavant : qui ne voit le lien entre les deux événements ?... Et qui ne voit le lien avec les slogans de Mai 68, et le pourrissement des mœurs dans l'univers gauchiste des politiciens républicains ?

Les déconstructeurs de la France sont à l'œuvre. Il veulent effacer son histoire, faire « table rase du passé » comme ils le chantent, détruire sa civilisation plus que millénaire, éradiquer la famille, la religion catholique, la population autochtone, la démanteler territorialement, administrativement, peut-être linguistiquement, puis laisser le satanisme s'instaurer au sein du maelstrom mondialiste, et prendre le dessus sous son aspect le plus folklorique (Paris 2024, année bien chargée, le Hellfest, les Portes des Ténèbres, la chanteuse franco-canadienne Mylène Farmer, la musique *metal* un peu partout...) pour abuser la jeunesse, lui pourrir l'âme, le cerveau, la manipuler, avant de s'imposer comme la forme perverse la plus avancée, se manifestant à son sommet par la pratique réelle du crime de masse rituel.

*

Mais on ne peut terminer ce bouquet final, puisque tel est l'objectif, sans évoquer les trois derniers Présidents cités ci-dessus, encore vivants, ayant mené et menant, tambour battant, la démolition de fond en comble la France, jusqu'à sa disparition totale sous l'emprise judéo-protés-tante maçonnique américaine et sa filiale européenne de Bruxelles, et sans rappeler leurs noms : l'insignifiant et agité Sarkozy, le fat et insipide Hollande, personnage stupide à un point tel que la *vox populi* a cru un instant qu'il n'était pas possible de trouver en France quelqu'un capable de faire tomber plus bas la fonction présidentielle. Eh bien si ! Il y a plus fort : les Macron !

Avec ce couple maudit sorti des forges rougeoyantes de l'Enfer, on est hors de ce que peut appréhender un cerveau normalement constitué. Quand on parle de couple, il faut s'entendre : faut-il dire mari et femme ou mari et homme ? Monsieur et Monsieur ? Parce qu'en fait, il s'agit bien d'un couple homosexuel, d'un homme « marié » mais avec ce qui ressemble à un transgenre femelle du nom de Jean-Michel transformé en Brigitte. Je précise qu'un vrai transgenre est hermaphrodite. Dans ce cas, il s'agit d'une infirmité de naissance, donc parfaitement respectable. Dans le cas des « transgenres » ayant conservé leurs accessoires virils, on est dans la guignolade exhibitionniste de type *gay pride* ou *fiertés* de je ne sais quoi, aggravé chez les Macron du caractère éphérophile par ascendance de leur première rencontre, officiellement : 39/14 ans.

Ce qui est grave chez ces deux énergumènes, au-delà de leur situation propre, c'est qu'il cultivent avec un cynisme gourmand leur ambiguïté anthropologique, refusant d'admettre officiellement ce qui éclate aux yeux de ceux qui veulent voir. Or tout est faux dans la vie de ces gens ; tout sonne faux dans leur manière d'être, leurs comportements, dans les décisions qu'ils prennent ; ils baignent dans le mensonge permanent et s'y complaisent : qui vole un œuf vole un bœuf ; qui ment pour un bœuf ment pour deux bœufs et ainsi de suite. Or nous sommes en présence factuellement d'un Chef d'État. Il est donc tout à fait normal et dans l'ordre des choses qu'il soit clair et honnête envers l'ensemble des citoyens pour lesquels il a été élu, au-delà de ses propres électeurs.

Le Président en titre, Emmanuel Macron, est tout le contraire ; c'est un personnage dénué de personnalité charismatique, incapable d'empathie à l'égard du peuple français qu'il tient dans un mépris arrogant qu'on a jamais connu à ce point, même du temps des rois de France (Louis XIV parlait de « ses peuples » ; il signifiait par-là qu'entre lui et « ses » peuples, il n'y avait personne). Macron ne connaît que le milieu confiné des bobos libertaires dont il est issu. Il n'a aucune colonne vertébrale et ses discours sont aussi erratiques que sa personne ; il est en permanence en déplacement, à l'international comme au national, et s'invite partout où trop souvent il n'est pas le bienvenu ; le Monsieur ne se refuse rien, il coûte cher au contribuable français en frais de déplacements ; ses discours sont tellement évasifs qu'il donne l'impression de s'écouter parler en bon théâtral qu'il est ; et en bon déclamateur, il applique les bonnes vieilles recettes politiciennes comme les effets d'annonces, le double langage et autres jeux politiques : affirmer une chose et son contraire, son fameux « en même temps » ; puis quand les journalistes posent des questions négatives ou accusatoires, toujours répondre par une affirmation positive même si elle ne correspond à rien. Exactement comme les discours de M. Macron qui ne correspondent à rien.

Il y a encore plus grave. Cet homme, si l'on peut dire, en plus d'être un benêt narcissique aux faux airs de fils de bonne famille ou de gendre idéal, en plus de mépriser le peuple Français, exhale sa haine recuite de la France et sa civilisation, une haine fielleuse d'ignare. La preuve en est qu'il met tout en œuvre pour la détruire. On appelle cela un traître ou un voyou, c'est du pareil au même. Dresser la liste de toutes les déficiences économiques, sociales, culturelles, sécuritaires, anthropologiques, etc., dont il est responsable, relèverait d'un traitement foncièrement fastidieux. Il a mis la barre haut, le bougre. Mais rien ne se passe comme prévu ; l'homme est d'un tel niveau d'incompétence qu'il ne contrôle rien, même pas dans le sens d'exécuter l'agenda de ses commanditaires occultes : il explose le principe de Peter ! Il ne maîtrise rien, ne contrôle rien, réduisant à néant la diplomatie française et l'image de la France dans le monde ; il fait le beau, il fait le chafouin ; totalement dépourvu de dignité voire de simple estime de soi, en authentique politicien républicain qu'il est, il n'a que du vide à exprimer ; il est permis de se demander si le drôle a grandi aux côtés de son chaperon. Il n'en reste pas moins que derrière sa désinvolture apparente de personnage qui se sent intouchable, le moment viendra où il aura des comptes à rendre : « *Là seront les pleurs et les grincements de dents* ».

J'ai eu l'occasion de souligner à diverses reprises la médiocrité du personnel politique républicain, toutes tendances confondues. Depuis des décennies que j'observe la politique, ce qui domine chez les politiciens dont l'esprit est fatalement borné par l'idéologie ou l'intérêt personnel, en plus de l'absence de vision, c'est leur irresponsabilité totale, absolue. Je ne vois pas un seul de nos innombrables élus républicains diriger une entreprise ; je ne les vois pas capables de créer de la valeur ajoutée. Les patrons ne sont pas des va-de-la-gueule excentriques ou exhibitionnistes ; ils ont surtout l'esprit occupé à diriger au plus près leurs entreprises qu'à parader. Ils tiennent rarement des discours et, à vrai dire, ils n'aiment pas beaucoup s'exposer en public. À la rigueur quelques mots à l'occasion ou un speech en fin d'année ; c'est parfois madame (l'épouse du patron) qui s'y attelle et s'en acquitte fort bien. Je parle évidemment des entreprises familiales, non des grosses cylindrées de type CAC 40. Par contre « *les bonimenteurs de foire, les bateleurs d'estrades ne manquent pas en politique ; les virtuoses de l'esbroufe, les maîtres de la démagogie la plus racoleuse non plus.* » (extrait de mon livre *L'antirépublique-1*) ; et pour ce qui est de se vautrer dans les vertiges du pouvoir, de taxer le travail, de gaspiller l'argent des contribuables, de le jeter par les fenêtres comme trop souvent constaté, de lancer des emprunts en veux-tu en voilà, d'endetter la France à des hauteurs stratosphériques, à eux le pompon !

Faut-il s'étonner de cet écart béant entre l'irresponsabilité du politicien, de l'apparatchik républicain borné par son idéologie et ses limites intellectuelles manifestes, rompu à toutes les manigances combinardes, et le sens des responsabilités du patron qui se doit de rester ferme et lucide à la barre de son entreprise, quand tant de gens attendent de lui la part salariale qui les fait vivre ? Quelle expérience ont-ils de la vraie vie, les politiciens ? Surtout quand ils sont habitués à n'avoir de comptes à rendre à personne (responsables mais pas coupables !) ? Derrière le rideau fumeux des idéologies — peu importe la nature de leurs concoctions utopiques démenties en permanence par le réel —, dans le vaste monde des élus de passage (560 000) et des fonctionnaires à demeure, mélange détonnant, il n'est que corruption et basses intrigues. Il y aurait dans l'Administration publique française plus de 100 000 hauts-fonctionnaires (catégorie A+ : ils ont bien travaillé les cocos, depuis Thorez !), y compris les grands corps de l'État, salaires — pardon — traitements de cadres supérieurs souvent proches du privé avec les à-côtés en plus, et l'emploi à vie qui n'a pas de prix : autant de grands inconnus, pour 11 millions d'attributaires des largesses de l'État français. Qui sont-ils ? À quoi servent-ils ? Qui commande ? À qui obéissent-ils ? Obéissent-ils seulement ? Qui décide, quoi, comment, pourquoi ?

La France est un pays à la dérive qui ne s'appartient plus, un pays à vau-l'eau, bafoué, sali, souillé, humilié, galvaudé, pillé ; ils ont tué son âme, son corps mystique, les ont abandonnés à la merci d'un État impuissant et tyrannique qui tente de se survivre à lui-même, un État peuplé de fonctionnaires qui n'ont de la notion de service que les services qu'ils se rendent à eux-mêmes, coincé entre le pandémonium de l'Union Européenne, véritable colonie des États-Unis, et les oligarchies cosmopolites et apatrides mondialistes ; un pays trahi par ceux qui sont censés représenter son peuple et le défendre, tous ces politiciens républicains qui l'ont voué à sa disparition, des politiciens vendus, corrompus, soumis aux puissances extérieures qui prennent de plus en plus le contrôle du pays, et poussent à sa dématérialisation territoriale, économique, ethnique, historique, civilisationnelle...

Décidément, même 2024 n'aurait dû jamais exister. Qu'en sera-t-il de l'an 2025 et la suite ? C'est une autre histoire ; une histoire de la Grande Histoire humaine qui continue et ne finit jamais... Et n'oubliez pas : *Pas de barrières entre les hommes !*
